

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19831 - 76ÈME ANNÉE

Le greenwashing du néocolonialisme : tout faire pour maintenir un système qui exclut la moitié des Réunionnais de l'emploi durable

**La biomasse utilisée pour renforcer la dépendance de La Réunion aux importations**



Centrale thermique de Bois-Rouge appartenant à Albioma.

Le recours à l'importation massive de biomasse pour remplacer le charbon dans la production d'électricité d'ici 2023 n'a-t-elle pas comme but véritable de tuer dans l'œuf toute initiative venant de La Réunion pour aller vers l'autonomie énergétique de notre territoire qui dispose d'énergies renouvelables en abondance ? Rappelons que le PRERURE, un plan visant à l'autonomie énergétique de La Réunion en 2025 uniquement à partir du soleil, de la mer, du vent, des rivières et du volcan avait été lancé avant 2010 par la Région Réunion alors dirigée par Paul Vergès. Le projet d'Albioma soutenu par les banques françaises s'oppose donc à la volonté des Réunionnais de produire eux-mêmes leur énergie et à une conséquence : renforcer la dépendance de La Réunion aux importations.

Le 19 avril, Imaz Press Réunion faisait état d'un article de Reclaim Finance relatif à la conversion à la biomasse des centrales thermiques charbon-bagasse du Gol et de Bois-Rouge. Rappelons qu'afin de respecter l'Accord de Paris sur le climat, le gouvernement s'est engagé à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Il a donc lancé une stratégie de transition énergétique.

Si à première vue l'idée de remplacer le charbon importé par de la biomasse peut apparaître vertueux, les informations de Reclaim Finance rappellent que cette matière première sera importée de plusieurs milliers de kilomètres avant de venir à La Réunion. Autrement dit, le charbon d'Afrique du Sud sera remplacé par du bois venu des États-Unis car « l'usage massif de la biomasse solide pour la production d'électricité ou de chaleur requiert une production et consommation de granulés de bois. Dans le cas de la Réunion, la biomasse locale ne saurait couvrir que 5 % des besoins – ou jusqu'à 30 % dans les estimations les plus optimistes ».

### **Brûler des arbres n'est pas écologique**

L'ONG bat également en brèche la fable selon laquelle brûler des arbres pour produire de l'électricité serait neutre en carbone : « Le carbone libéré lors de la coupe d'arbres n'est pas simultanément capté par des arbres plantés mais prendra des décennies voire plus d'un siècle avant d'être compensé. Le recours à des forêts certifiées et gérées de manière durable, comme ce serait le cas dans le cas de la Réunion, ne changerait pas cette réalité. Les scientifiques n'hésitent pas à parler de "dette carbone", une dette non remboursable dans un délai acceptable pour prévenir un emballement du climat ».

Conclusion : « Si le projet d'Albioma aboutit, les deux unités proposées à la conversion compteront parmi les unités de production d'électricité à partir de biomasse les plus importantes d'Europe. L'ensemble nécessitera l'importation de près de 900 000 tonnes de pellets par an. A titre de comparaison la France a consommé environ 1 600 000 tonnes de pellet en 2019 ».

Qui est derrière cela ? « Les principales banques derrière Albioma sont françaises : Crédit Agricole, BPCE, Société Générale et Crédit Mutuel ont toutes accordé des financements généreux à l'entreprise, et ont, aux côtés de BNP Paribas, soutenu la réorientation du groupe vers la biomasse », indique Reclaim Finance. Autrement dit, ce sont des acteurs importants du système néo-colonial à La Réunion.

### **Décentraliser au maximum les moyens de production**

Il apparaît clairement que le remplacement du charbon par la seule biomasse risque bien d'aggraver la situation. En effet, la Région et la chambre d'Agriculture soutiennent l'idée de la canne-énergie. Selon une étude de la SPL Energie, le remplacement de la canne à sucre par la canne-énergie n'amènera aucun revenu supplémentaire pour les planteurs, et nécessitera d'augmenter les aides publiques, tout cela avec la certitude de ne pas répondre aux besoins de la production locale d'électricité. Pour Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, il faut arrêter de gaspiller le foncier dans de telles initiatives.

A la différence des centrales utilisant l'énergie nucléaire, le fioul ou le charbon, celles qui sont alimentées par les énergies renouvelables sont beaucoup moins dangereuses à exploiter. Ceci

permet une décentralisation de la production d'électricité qui peut aller jusqu'à faire de chaque immeuble un producteur d'électricité grâce au photovoltaïque.

Concernant la biomasse, il s'avère que de nombreux planteurs des Hauts livrent une canne à sucre pauvre en sucre mais riche en fibre en raison des conditions climatiques. Pour ces agriculteurs, la canne-fibre est une véritable opportunité. Elle pourrait être utilisée dans des petites unités de production d'électricité pour alimenter un quartier isolé, ou comme chauffage pour une école. Dans ce cas, une biomasse cultivée à La Réunion deviendrait alors un pivot du développement d'un quartier, car ses habitants seraient autonomes sur le plan énergétique.

Ceci va totalement à l'encontre du projet d'Albioma car cela va dans le sens de l'autonomie énergétique de La Réunion, et donc de la responsabilité des Réunionnais. Le recours à l'importation massive de biomasse n'a-t-elle donc pas comme but véritable de tuer dans l'œuf toute initiative venant de La Réunion pour aller vers l'autonomie énergétique de notre territoire qui dispose d'énergies renouvelables en abondance ?

**M.M.**

## Soutien à un projet de développement solidaire

# Cilaos : le projet alimentaire territorial soutenu par France Relance



**France Relance annonce son soutien au Projet alimentaire territorial de Cilaos, qui vise à lutter contre la précarité alimentaire et à développer la production locale.**

« À l'heure où la reconquête de notre souveraineté alimentaire est une nécessité, les projets alimentaires territoriaux (PAT), créés il y a 6 ans, favorisent la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation dans les territoires en soutenant notamment l'installation d'agriculteurs, les circuits

courts ou les produits locaux dans les cantines. Les PAT jouent un rôle essentiel pour accélérer la transition agricole et alimentaire en rapprochant producteurs, transformateurs, distributeurs, collectivités territoriales et consommateurs.

Le PAT de la commune de Cilaos (La Réunion) permettra de lutter contre la précarité alimentaire et de développer la production locale dans cette zone géographique enclavée : création d'une ferme pilote destinée tant à alimenter la restauration scolaire qu'à être un lieu d'expérimentation

agronomique, de formation des agriculteurs et de sensibilisation des scolaires. La création d'une « Maison des terroirs » abritant un atelier de transformation agro-alimentaire et un petit atelier d'abattage de volailles mises à disposition des agriculteurs favorisera la transformation locale.

- Budget total : 144 000 euros (subvention de l'AAP : 100 000 euros, soit 69%)

- Durée : 36 mois »

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## **Kan in lotonomi sé in fo é pa in vré : pa konfond la poiltik Paul Vergès é sète Didier Robert**

Mézami, kan Paul Verges, prézidan la Réjyon, épi son bann dalon la lanss lo shantyé lotonomi énéjéti, ni pé dir li téi aviz o moïnss dè bite :

- pou komanssé i voulé mète in poin final avèk lo sharbon épi lo pétrole donk favoriz lo dévlopman lénèrji prop, avèk in mikss énéjéti.
- séryèzman diminyé bien konm I fo lo linportasyon sharbon épi bann produi pétrolyé toussa pou soulaz noute balanss komèrsyal-dann tan-la bann produi-la téi pèz in pé pliss ké uit san milyon d'lèro.

Mé a bien rogardé l'avé in n'ote bite inportan é sète-la, sanm pou mwin, lé ossi inportan ké lé dè promyé sé pou La Rényon trap son lotonomi-donk son libèrté - dann sèktè lénèrji, in sèktè vital pou l'avnir nout péi.

Donk ni pé dir l'avé in poinnvizé ékolojik, in poinnvizé komèrsyal donk ékonomik, épi in poinnvizé idéolojik. Mi éspèr in bonpé d'moun la konpri sa pars selon mwin sa sé konm k'I diré, dopi 1959 lidé d'baz la politik Paul Vergès, son fil rouj dann la vi piblik.

Si zot i lir lédito zoinal Témoignages yèr, mwin lé sir zot va bien konprann la diférans rant la politik Paul Vergès dsi lo poinnvizé d'lénèrji épi sète Didier Robert-sak désèrtin zoinal téi prézante konm lotonomiste rényoné-alé oir lété arienk in lotonomiss trafiké, in lékoloziss manké, é in politik ékonomik bazé dsi lo biznèss tou zazimute, é l'anprofitasyon pèsonèl dsi bann rosours piblik.

Sirtou a pa konfond !

*Justin*